

mouvement des travailleurs belges ne pourrait se hisser au niveau des problèmes du pouvoir (au niveau de la révolution socialiste). C'est là un raisonnement totalement erroné. De l'expérience historique de la lutte des classes internationale, se dégage une loi intangible : la première étape du mouvement des masses renforce les organisations traditionnelles. En février 1917, les soviets (conseils) étaient, dans leur grande majorité, dirigés par les menchéviks. En juin 1936, les cadres issus de la grève générale ont afflué au Parti Communiste Français. En 1942-1944, même phénomène. Un profond mouvement des masses soulève, en effet, toutes les couches de la classe ouvrière, y compris celles qui, dans les périodes de « calme social », sont les plus soumises à l'ordre établi. La grève générale rompt spontanément les digues du conservatisme, de la routine et de la tradition. Mais le passage de la spontanéité à la conscience ne peut se faire qu'au travers de la plus intense lutte des classes. Dans la première étape, les masses, en majorité, se tournent vers les organisations ouvrières traditionnelles, qui leur apparaissent comme pouvant exprimer leurs aspirations révolutionnaires instinctives, et dont les nouvelles couches, engagées pour la première fois dans l'action, n'ont pas encore fait l'expérience. C'est seulement dans la suite qu'elles devront apprendre que ces organisations sont dominées par des appareils qui ne sont que la courroie de transmission de la politique bourgeoise dans les rangs de la classe ouvrière.

C'est pourquoi il était normal et inévitable que les comités de grève soient dominés par les réformistes de droite et de gauche qui, pour ne pas être balayés, se sont résignés à prendre la tête du mouvement. Mais les comités de grève, y compris ceux qui coïncidaient avec les directions syndicales, ne doivent pas être assimilés à la direction traditionnelle du mouvement. En effet, dans la plupart des cas, les ouvriers ont imposé la grève à des dirigeants qui n'en voulaient pas, allant même jusqu'à utiliser la violence physique pour les y contraindre. De plus, l'organisation syndicale, aussi représentative qu'elle puisse être, ne rassemble pas l'ensemble des travailleurs ; il y a toujours des inorganisés. Le comité de grève, en tant qu'organisme de direction d'un mouvement qui entraîne toute la classe ouvrière, est donc infiniment plus large, plus représentatif que le syndicat. Aussi, les comités de grève, dans la grève générale, qui pose le problème du pouvoir, ont une tout autre fonction que le syndicat. Ce sont, même dominés par des militants réformistes, des « directions de rechange » possibles, vivifiées par l'air pur de la grève générale. Aussi bien, la préoccupation des bureaucrates, y compris Renard, est de mettre les comités de grève sous le contrôle des organismes de direction traditionnels des syndicats. C'est là le sens de la constitution, par les directions wallonnes de la F.G.T.B. réunies sous la présidence de Renard, du comité de coordination des régionales wallonnes de la F.G.T.B.

A cette proposition, l'avant-garde révolutionnaire aurait dû opposer la convocation d'un congrès des comités de grève. Le comité de coordination des régionales wallonnes, c'est l'expression de l'appareil syndical dans sa fonction traditionnelle. C'est l'entrave bureaucratique à la

spontanéité et à l'initiative des masses. Le congrès des comités de grève, c'est la direction authentique de la grève générale, dont les comités de grève sont l'émanation. C'est la démocratie ouvrière, avec la possibilité, pour les travailleurs, d'assurer leur contrôle sur leur propre mouvement.

## Le mouvement s'étend encore...

24-26 décembre.

Le numéro de *La Gauche*, organe de la tendance de gauche du P.S.B., titre le 24 décembre : « *Tous dans la grève, jusqu'au retrait pur et simple du projet capitaliste de loi unique.* » Jusque-là, rien à redire. C'est un objectif correct, mais limité. *La Gauche* le comprend, et c'est pourquoi elle poursuit : « *A sa place, les travailleurs imposeront des solutions socialistes.* » Suit une énumération de mesures, qui ne sont autres, d'ailleurs, que les divers points du programme officiel du P.S.B. et de la F.G.T.B., connus sous le nom de « *réformes de structure* », mais qui, en aucun cas ne peuvent être considérées comme des mesures socialistes. Ce sont, d'abord, des palliatifs de circonstance à la banqueroute financière du pays : 10 milliards de francs belges de réduction des dépenses militaires ; récupération de 10 milliards d'impôts fraudés par une réforme fiscale immédiate et radicale. Ce sont ensuite des mesures de fond : contrôle des holdings ; service national de santé ; nationalisation de l'énergie ; planification de l'économie pour assurer le plein-emploi ; et enfin constitution d'une société nationale d'investissements. Remarquons d'abord que la réalisation de ces mesures ne ferait qu'aligner le capitalisme belge sur la plupart des autres capitalismes européens, plus évolués que lui, et qui ont déjà réalisé l'ensemble de ces réformes. Par exemple : le service national de santé existe en Angleterre. L'impérialisme anglais, en vue d'apaiser les exigences socialistes du prolétariat britannique avec l'aide des dirigeants travaillistes, n'a pas hésité à accepter, pour l'essentiel, la gratuité des soins médicaux. De même, l'impérialisme français a admis la nationalisation de l'énergie en 1945, pour contenir, avec l'aide des staliniens et des réformistes, l'action des masses dans le cadre de l'ordre bourgeois.

En fait, ces mots d'ordre ne peuvent être considérés comme « socialistes » que dans la mesure où les travailleurs imposeraient, par leur action, le contrôle ouvrier sur les nationalisations, contrôle réalisé par des comités élus. Mais ce n'est pas par hasard qu'aucune référence n'est faite dans le programme de *La Gauche* au contrôle ouvrier, qui se trouve, en toute hypothèse, au-delà de ce que la bourgeoisie peut accepter sous la pression de la grève tout en préservant son système de profit. Le programme de *La Gauche* se situe, non pas dans la perspective révolutionnaire, mais dans le cadre d'une politique de pression exercée sur la classe dominante, qui ne va donc pas au-delà de ce que la bourgeoisie peut accepter.